



CALOUSTE
GULBENKIAN
FOUNDATION



Mobilité artistique internationale et diplomatie territoriale

Journée de débat

Avec le soutien de la Fondation Calouste Gulbenkian et Guimarães 2012, capitale européenne de la culture

Lieu: Centre culturel Vila Flor, Guimarães, Portugal
Jeudi 24 mai 2012

Le Fonds Roberto Cimetta est une association internationale, sans but lucratif, créée en 1999 pour répondre rapidement et directement aux artistes et opérateurs culturels désirant voyager à travers les régions euro-arabe et méditerranéenne, dans le but de développer des projets d'échanges artistiques et culturels, individuels ou collectifs, dans le domaine des arts d'aujourd'hui.

A ce jour plus de 1000 artistes et opérateurs culturels ont été soutenus. Le Fonds est devenu un interlocuteur privilégié sur les questions de la mobilité et du développement artistique en zone euro-arabe. Une nouvelle stratégie se dessine, proposant de nouvelles lignes de financement pour la mobilité artistique et culturelle avec de nouveaux partenaires particulièrement les collectivités locales et régionales. La mobilité est conçue comme un voyage aller/retour où les bénéficiaires du déplacement se font ressentir au retour dans son pays, au niveau du territoire. C'est pourquoi, la définition de politiques culturelles qui prennent en compte la mobilité et le dialogue interculturel au niveau territorial est devenu essentiel dans notre monde globalisé d'aujourd'hui.

Avec la Fondation Gulbenkian, l'équipe et les conseillers municipaux de Guimarães, capitale européenne de la Culture 2012, nous avons décidé d'organiser une journée de débat sur le thème « Mobilité artistique internationale et diplomatie territoriale ». Cette réunion sera **la continuation de deux débats que le Fonds Roberto Cimetta a organisés ou co-organisés durant les deux dernières années** ; dans le but d'offrir des réunions régulières avec les collectivités territoriales sur la question de la « mobilité ».

La première réunion a eu lieu le 14 septembre 2010 à Bruxelles organisé par le réseau « Eurocities » afin d'analyser les actions à entreprendre pour promouvoir la mobilité des artistes et acteurs culturels et examiner les synergies possibles avec les réseaux culturels en terme de partage d'expériences et de bonnes pratiques, ou pour proposer des actions conjointes. Les 25 participants de 5 pays européens et un pays arabe ont déclaré leur intention de *rédiger ensemble et de manière concertée des stratégies et des actions* pour soutenir la mobilité. Ils ont souligné la nécessité de s'informer régulièrement de leurs projets actuels et futurs, de définir des objectifs communs et d'évaluer la préparation à la mobilité et les résultats de la mobilité en terme de production, de formation et de bénéficiaires à long terme.

La deuxième réunion a été organisée à Paris le 6 mai 2011 sur « la mobilité et le développement artistique en Méditerranée » avec le soutien des Ministères français de la Culture et des affaires étrangères et européennes. Cette réunion a permis aux partenaires actuels et futurs du FRC de souligner la nécessité de développer la notion de « territorialité » dans un monde globalisé. Les participants ont insisté sur la pertinence de l'action du Fonds qui permet le développement de stratégies internationales d'investissement axées sur la mobilité artistique et culturelle proposant des « retours sur investissements » identifiables afin d'évaluer l'impact territoriale de la mobilité. 42 participants de 9 pays européens et 5 pays arabes étaient présents. Ils ont insisté sur la nécessité de soutenir les acteurs du changement dans le monde arabe et d'identifier la mobilité comme un outil nécessaire à la création d'espaces démocratiques

qui nourrissent la société civile et permettent aux artistes d'émerger et de devenir autonomes. La mobilité artistique et culturelle est une condition indispensable au projet européen. Le FRC sensibilise les décideurs locaux et régionaux aux enjeux de la mobilité qui est au cœur des politiques culturelles d'aujourd'hui et de demain. Une politique culturelle internationale doit s'appuyer sur des opérateurs de la mobilité (ONGs) ou partenariats d'ONGs pluriculturels, elle doit favoriser l'accès à l'information précise et multilingue sur les questions techniques et réglementaires, faciliter les conditions de la mobilité surtout pour l'obtention de visas, et renforcer les effets positifs de la mobilité par des actions de formations professionnelles ou d'aides à la production.

Ce séminaire est conçu comme **une rencontre informelle des acteurs régionaux**. Il est organisé par le Fonds Roberto Cimetta avec le soutien de la Fondation Calouste Gulbenkian et Guimarães, capitale européenne de la Culture 2012. Le format du programme s'articule autour de deux temps : la session du matin pour les membres du Conseil d'Administration, les experts et les partenaires du Fonds ; un débat public l'après-midi où la participation active de chacun est souhaitée.

Les objectifs de la journée sont:

- **Partager notre expertise** sur le contexte et les défis en région Euro-Arabe et méditerranéenne pour la culture, les arts et le développement local
- **Développer le dialogue et la réflexion** entre acteurs institutionnels et opérationnels ainsi qu'avec des artistes de l'Europe, du monde arabe et des autres pays méditerranéens.
- **Développer des stratégies** locales et régionales pour la mobilité artistique et culturelle

Quelques éléments clés pour nourrir le débat en amont

Afin que nos discussions soient centrées sur les éléments les plus importants, nous vous proposons ci-dessous **quelques pistes de réflexion** pour nourrir le débat. Celles-ci ne reflètent pas forcément les points de vue de la Fondation Gulbenkian ou de Guimarães 2012, mais permet de définir un cadre conceptuel dans lequel l'action du FRC s'inscrit.

Au niveau de la mondialisation des échanges, la délimitation euro-méditerranéenne stricto sensu n'est plus pertinente¹. Comme les échanges entre activistes du Printemps Arabe, (et puisque ce sont souvent les mêmes), les collaborations entre artistes et opérateurs s'égrèneront de plus en plus le long de **nouveaux axes d'échanges** (Casablanca/Abou Dhabi, diasporas arabes en Europe ou aux Etats-Unis/Pays du Golfe, Algérie/Turquie, Balkans/Pays du Golfe, etc.), dépassant largement une "communauté euro-méditerranéenne" traditionnelle, déjà mise à mal par de nouveaux flux commerciaux. La notion de "dialogue interculturel", essentiellement portée jusqu'à lors en Méditerranée par une relation interministérielle, se voit doubler par d'autres dialogues plus larges (dialogues entre villes et régions du Nord et du Sud, entre société civile et institutions internationales). Comme chacun sait, la redistribution des pouvoirs au niveau global a des conséquences sur la redéfinition des "zones influentes". En ce sens, la "priorité méditerranéenne" ne peut plus s'entendre comme une fin en soi. Il faut construire le partenariat culturel Europe/Monde Arabe comme une plate-forme d'échanges avec les autres mondes (Chine, Inde, Asie Centrale, Amérique du Sud).

Mais au niveau local, depuis deux décennies et de manière presque mécanique, l'impact politique des fonds de développement régionaux, effet lié à la construction de l'Europe, renforce une certaine autonomisation des collectivités territoriales, installant une convergence graduelle des autorités locales vers une sorte de fédéralisme différencié, où l'identité culturelle locale, éventuellement renforcée par le besoin de consolider une "attractivité touristique", joue un rôle essentiel, pour le pire comme pour le meilleur.

¹ Ferdinand Richard, extraits, IEMED, Annuaire de la Méditerranée, Mobilité, 2011

De plus, à l'époque de la globalisation des conflits, le paradoxe veut qu'un certain nombre de tensions, souvent liées à des causes d'ordre culturel, ne sauraient être réglées par la seule volonté des diplomaties nationales. La "discussion de voisinage" est souvent la seule clef de conflits épineux et anciens. Nous assistons ainsi à un glissement de souveraineté, **à l'émergence d'une diplomatie territoriale à côté des diplomaties nationales.**

Quoi d'étonnant, par conséquent, à ce qu'un des documents-cadre des politiques culturelles locales, l'Agenda 21 de la Culture, ait été produit par le réseau mondial de la gouvernance locale, Cités et Gouvernements Locaux Unis ?

Au niveau européen, le Traité de Lisbonne, instaurant compétitivité et créativité, a renforcé les missions et les objectifs des élus locaux en la matière. Face à ses électeurs, aucun décideur politique local, quelque soit sa couleur politique, n'oserait clamer que créativité et attractivité sont inutiles au projet de son territoire. Il en découle que **l'avenir commun des habitants** de ces collectivités ne saurait s'envisager sans créatifs de bon niveau, ce qui explique aussi l'accélération de ce "transfert d'intérêt pour la chose artistique" de l'Etat vers les autorités locales, qui, dans de nombreux cas faut-il le rappeler, en étaient déjà les principaux financeurs. Ceci se double inévitablement d'un positionnement international, ou plus exactement "extra-local", de la collectivité locale, cette capacité d'attraction étant évidemment tournée vers l'extérieur.

Se conjuguant à l'indiscutable effet "Capitale Culturelle Européenne", (mettant en avant l'échelon local, et dont aucun Etat ne saurait se priver quand bien même les candidatures se suivent avec un bonheur inégal), ce transfert d'intérêt et d'objectifs va s'enraciner durablement à travers un certain nombre de traités internationaux, tels que la Convention UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui, elle aussi, insiste sur la **dimension territoriale de la Culture**, comme sur sa contribution au développement local, ou encore le Traité de Lisbonne qui, dans le cadre européen, met en avant la nécessité, induite par la compétitivité, des alliances entre collectivités.

Dans ce contexte à la fois global et local, **quels sont les défis pour la culture et les arts** ? Dans un contexte de mondialisation, soyons vigilants car les intérêts culturels et sociaux sont souvent usurpés et mis à mal par des logiques de gains de parts de marché². La société peut produire des biens et services culturels ayant valeur d'usage et d'échange dans le cadre d'un marché compétitif global, mais elle doit produire aussi des sujets humains et de la socialité, construisant la société en produisant de la culture, de l'identité, des repères dans nos relations avec les autres³. Cette obligation sociétale est non négociable et incalculable puisque elle permet « l'expression de notre humanité⁴ » ni plus ni moins. En tant qu'acteurs culturels notre premier souci dans la sphère publique est de défendre la dignité humaine, sauvegarder la diversité culturelle et protéger les droits culturels. A cet égard, il est important d'évaluer la réalité que vivent les acteurs culturels des régions arabe et méditerranéenne. On doit constater que les chefs de file de **partenariats transnationaux** culturels sont trop rarement issus du Sud, ce qui revient à dire que la plupart de ces projets sont pilotés et donc invariablement influencés par des opérateurs du Nord, quand bien même ils témoigneraient de la meilleure volonté. Nous sommes là face à un indicateur impitoyable, qui, certes, souligne immédiatement un réel besoin de formation et de structuration, mais aussi interroge la légitimité d'une "critérisation nordique" face à une culture du projet éventuellement différente au sud. De même, l'importance de la **mobilité culturelle** en tant que facteur de paix, émissaire de la diversité culturelle, facilitateur du dialogue, a été soulignée à maintes reprises par les professionnels du secteur, mais ne semble toujours pas perçue de manière opérationnelle par les décideurs politiques. Il reste encore à les convaincre de l'importance du fait culturel autant dans l'émergence que dans la résolution des conflits. Enfin, entendre **l'hospitalité** en tant qu'investissement partagé plutôt que geste charitable est, pour nos morales traditionnelles, autant au sud qu'au nord, une idée difficile à appréhender, et ce

² Jean-Michel Lucas, L'UNESCO et la diversité culturelle : 118 mariages mais un enterrement, 2011 (<http://www.irma.asso.fr/Jean-Michel-Lucas-Doc-Kasimir>)

³ Jean-Pierre Warnier, La mondialisation de la culture, La Découverte, pg85

⁴ Article 2 de la Déclaration des droits culturels de Fribourg, 2007, pg5

conservatisme n'est pas pour rien dans l'ignorance des bénéfices potentiels qu'on pourrait tirer de nos visites croisées. Il y a pourtant là, outre de réelles économies d'échelle, le germe du respect mutuel, bien plus important que la compassion passagère inspirée par les médias. L'hospitalité est une fenêtre de connaissance, un enrichissement.

Notre débat à Guimarães, serait un moment opportun pour considérer les problématiques suivantes :

- La première concerne sans nul doute l'impérative nécessité de **structurer les équipes et les territoires**. Le voyage du bénéficiaire n'est plus un aller simple. Jusqu'à très récemment, l'objectif consistait à repérer et séduire les meilleurs artistes du sud, à les rapatrier en terre européenne, où leur créativité servait les intérêts d'image de nos dirigeants, ou les intérêts matériels de nos entreprises culturelles. Cette manière de faire, qui, depuis les indépendances, a graduellement pris le pas sur une véritable coopération, a vidé ces pays de leur "matière première créative", les a appauvri aussi sûrement que l'a fait le pillage de leurs ressources physiques, et, il faut le dire, avec la complicité fréquente de leurs élites dirigeantes. Une bourse de mobilité ne se justifie que par l'effet structurant que rapportera le bénéficiaire dans son pays d'origine. Le paradoxe de ce voyage, c'est que son bénéfice se mesure plus au retour qu'à l'aller.

- Cette nécessité de structuration implique naturellement un principe de **retour sur investissement**. On considère donc la bourse de voyage comme une mise de fonds, une "prise de risques" collective assumée par les financeurs des fonds de mobilité dont l'objectif est de travailler à l'émergence de coopérations artistiques internationales. A ce titre, il ne serait pas inutile de tenter de chiffrer le rapport "investissement/bénéfice" de telles aides. Pour beaucoup d'artistes ou d'opérateurs, un billet d'avion peut représenter plusieurs mois de salaires, mais son coût reste un investissement extrêmement rentable au regard de la chaîne de bénéfices induits qu'il peut générer. On passe alors de la vision d'un bénéfice individuel à celle d'une dynamique collective. Il est toujours judicieux de mettre en perspective le montant de la bourse de voyage et le montant de ses retombées économiques espérées. En tout cas, c'est une comparaison chiffrée qui ne saurait laisser indifférents les experts concernés.

- Espérer des retombées revient à s'inscrire dans le temps. Chaque voyage se profile dans un long terme, dans le continuum de l'action de développement. Nul doute que les experts en charge de la sélection y seront sensibles. Mais durabilité et structuration des équipes et des territoires ne peuvent se mêler et se concevoir sans **un projet de société**. Le voyage individuel doit mener à une réflexion du bénéficiaire sur sa position dans l'espace collectif, et doit s'entendre comme un moment privilégié de prise de conscience politique. La collectivité réceptrice pourrait, si elle en fait le diagnostique, s'apercevoir que l'appropriation de produits culturels, la création d'identité et l'émergence de nouvelles formes d'expressions culturelles sont source de renouvellement.

Programme

9h30 – 10h00	Accueil des participants
10h00 – 13h00	Table ronde : Quelles sont les stratégies locales et régionales en faveur de la mobilité artistique internationale ? Interventions de tous les participants présents Discussion et échanges
13h00 – 14h00	Buffet offert par Guimarães 2012
	Débat public : Mobilité artistique internationale et diplomatie territoriale
14h00 – 14h30	Mots d'accueil et introduction : Fonds Roberto Cimetta, Guimarães 2012, Fondation Gulbenkian
14h30 – 15h15	10 interventions courtes du Conseil d'Administration et des partenaires du Fonds
15h15 – 16h00	Discussions avec la salle
16h00 – 16h20	Pause

16h20 – 17h00 Organisation de speed meetings avec les intervenants

Langues de travail : anglais et français sans interprétariat simultané ou consécutif.

Informations pratiques

Guimarães est une ville charmante et son centre historique est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Elle témoigne de l'identité nationale car le premier roi du Portugal, Alfonso y est né.

Lieu du séminaire

Centro Cultural Vila Flora, Avenida D. Afonso Henriques, 701 4810-431 Guimarães, Portugal



Idées de compagnies aériennes et coûts

Beaucoup de compagnies low-cost proposent des vols réguliers à Porto : EasyJet, Ryan Air, Air Berlin, Aigle Azur, Lufthansa, Tap. Vous pouvez trouver des informations complémentaires sur le site de l'aéroport http://www.ana.pt/portal/page/portal/ANA/AEROPORTO_PORTO

Liaison Aéroport de Porto > Guimarães

Nous organiserons un transport en minibus entre Guimarães et Porto en fonction des heures d'arrivées et de départs des uns et des autres. Il est possible aussi de prendre le métro et le train (métro de l'aéroport de Porto à la gare centrale de Porto, puis train de la gare centrale à Guimarães. Temps de transport : environ 1h30).

Hébergement

Nous avons pris des options dans les hôtels suivants dans le centre historique de Guimarães et à proximité du Centre culturel Vila Flor Cultural Centre:

Hôtel Tournal www.hoteltoural.com (prix d'une chambre simple pdj et taxes compris : 55€)

Hôtel Pousada de Guimaraes www.pousadas.pt/historic-hotels-portugal/fr/pousadas/north-hotels/pousada-de-guimaraes/sta-marinha/pages/home.aspx (prix d'une chambre simple pdj et taxes compris : 126€)

Nos numéros de téléphone à Guimarães si vous avez besoin de nous contacter sont: Angie Cotte : 00 33 6 12 785 705, Ferdinand Richard : 00 33 6 09 95 04 81, Andreia Martins, notre contact à Guimarães 2012 : 00 351 30 04 02 012 ou 00 351 91 600 3995.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION	
Nom, Prénom	
Position et Organisation*	
Adresse postale, adresse mèl*	
N° de tél où on peut vous joindre au Portugal en arrivant si nécessaire*	
Autre n° de tél si vous ne souhaitez pas que votre numéro personnel figure sur la liste des participants*	
<i>(*Merci de fournir les coordonnées ci-dessus uniquement si elles ont changé ou si vous pensez que le Fonds ne les a pas reçues. Cette information figurera sur la liste des participants).</i>	
Je participe à	<input type="checkbox"/> la table ronde "Mobilité artistique internationale et diplomatie territoriale" le 24 mai de 9h30 à 13h au Centre culturel Vila Flor, Guimarães <input type="checkbox"/> au débat public "Mobilité artistique internationale et diplomatie territoriale" le 24 mai de 14h à 17h au Centre culturel Vila Flor, Guimarães
Voyage	Date d'arrivée : Date de retour : Heure d'arrivée (si vous le connaissez déjà) : Heure de retour : Aéroport de départ : Aéroport de destination au retour :
Auriez-vous besoin d'un visa pour venir à Guimarães ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Hébergement	Avez-vous besoin d'hébergement à Guimarães? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, merci d'indiquer les dates et nombre de nuitées : de mai, au mai, Nombre de nuits = Le Fonds a pris des options dans 2 hôtels indiqués dans les informations pratiques. Nous pouvons informer l'hôtel de votre choix et vous mettre en relation pour garantir la réservation.
Programme additionnel	<input type="checkbox"/> Je pense rester à Guimarães pour le débat le 25 mai au matin avec les membres d'On the Move (OTM) sur la Charte pour une mobilité culturelle responsable et durable et je prendrais contact avec Marie Le Sourd, Secrétaire Générale d'OTM (mobility@on-the-move.org).
Repas	Je serai présent(e) aux repas suivants : <input type="checkbox"/> déjeuner 24 mai <input type="checkbox"/> dîner 24 mai
Interprétariat	Les langues de travail sont le français et l'anglais sans interprétariat. L'Alliance française de Guimarães pourrait éventuellement nous aider si nécessaire. Merci de cocher les cases appropriées : Je <input type="checkbox"/> comprends <input type="checkbox"/> m'exprime en français. Je <input type="checkbox"/> comprends <input type="checkbox"/> m'exprime en anglais. Si vous pensez qu'un/e interprète étudiant/e volontaire pourrait vous aider à comprendre le débat merci de cocher la case <input type="checkbox"/>
Je propose d'intervenir durant le débat sur le thème de	
Merci d'envoyer votre formulaire complété à info@cimettafund.org le plus rapidement possible et avant le 23 avril 2012. Merci de fournir une copie scannée de votre passeport ou de votre carte d'identité si vous pensez que cela facilitera les formalités.	